

Présentation de l'éditeur

Le philosophe allemand Robert Kurz, principal théoricien de la critique de la valeur en Europe, propose ici son analyse de la crise financière mondiale de 2008. Selon lui, avec la troisième révolution industrielle (la microélectronique), le capitalisme atteint sa limite interne absolue. C'est à cette limite que les divers épisodes de la présente crise doivent être rapportés pour devenir intelligibles.

Le philosophe allemand Robert Kurz est le principal théoricien de la « critique de la valeur » en Europe. Rédigées avant, pendant et après la crise financière mondiale de septembre 2008, les analyses ici réunies font apparaître que depuis l'avènement de la troisième révolution industrielle (microélectronique), les recettes politiques traditionnelles de la gauche, fondées sur une lecture « classique » de Marx, ont perdu toute efficacité. Dans un monde financiarisé à l'extrême, les salariés ne représentent en effet plus qu'une variable d'ajustement d'importance relativement négligeable. La finance mondiale associée à la libre fluctuation des marchés, dont l'épisode des subprimes a récemment mis au jour l'absurdité et dont les effets ont été désastreux, n'est plus fondée en valeur d'aucune manière. Exiger le maintien des emplois existants, par exemple, tout en fustigeant les « excès » d'une finance mondiale dérégulée, c'est se rendre nostalgique d'une vision fordiste éculée, datant d'un temps où la « valeur » s'articulait encore à la production réelle, et où la monnaie mondiale (le dollar) était convertible en or. Plus grave, c'est exposer la gauche au risque de passer pour une instance de conservation davantage que d'émancipation.

La critique de Robert Kurz s'appuie sur une lecture renouvelée des thèses tardives de Marx ayant trait à la question de la valeur. Elle montre précisément de quelle façon le capitalisme aurait atteint sa « limite interne ». Mais si, comme l'affirme Anselm Jappe dans *Crédit à mort*, « Le capitalisme fait beaucoup plus contre lui-même que ce que tous ses adversaires réunis ont pu faire », il n'en reste pas moins, selon Robert Kurz, que sa chute ne pourra résulter que d'une mise en cause théorique radicale. En dépit de son profond délabrement et des crises de gravité croissante qu'il engendre, le capitalisme ne pourra en effet être mis à bas par la lutte de classes clairement identifiées (analyse classique ayant fait long feu), pas plus que par les tenants d'un « bien-être de frugalité » fondé sur le concept de « décroissance » ou encore par les chantres d'une prétendue « économie solidaire ».

Pour Robert Kurz, il est urgent de mener une critique théorique catégorielle du capitalisme afin de contester la validité de ses éléments structuraux : le travail abstrait, la marchandise, l'argent et l'État. « Le capitalisme n'est rien d'autre que l'accumulation d'argent comme fin en soi, et la substance de cet argent réside dans l'utilisation toujours croissante de force de travail humaine. Mais, en même temps, la concurrence entraîne une augmentation de la productivité qui rend cette force de travail de plus en plus superflue. En dépit de toutes les crises, cette contradiction interne semblait toujours surmontée via la régénération de l'absorption massive de force de travail par de nouvelles industries. Le « miracle économique » d'après 1945 a fait de cette capacité du capitalisme un credo. Or, depuis les années 1980, la troisième révolution industrielle a entraîné un nouveau niveau de rationalisation qui a lui-même entraîné une dévalorisation de la force de travail dans des proportions encore jamais vues. La substance réelle de la valorisation du capital se dissout, sans que de nouvelles industries capables d'engendrer une véritable croissance aient vu le jour. La phase néolibérale n'a été que la tentative, d'une part, de gérer de façon répressive la crise sociale découlant de cet état de fait et, d'autre part, de créer une croissance sans substance du capital fictif par l'expansion effrénée du crédit, de l'endettement et des bulles financières sur les marchés financiers et immobiliers. »

Article de Jean-Luc Metzger

[Signaler ce document](#)

1Depuis 2008, nous ne pouvons plus ignorer que le système financier international (ou mondial) est en crise, que cette crise dure au-delà des promesses de « régulation » et des plans de relance ou d'austérité. Combien de temps cela va-t-il durer ? Jusqu'à quand les populations de la plupart des nations dites développées et démocratiques, accepteront-elles de perdre toujours plus en travaillant toujours plus longtemps ? Quels sont les porteurs d'alternatives émancipatrices ? C'est à ces questions, et à bien d'autres, que le livre de Robert Kurz répond. Ses 224 pages constituent la traduction de 25 articles récents (2008-2010) publiés dans des journaux et revues de plusieurs pays (Allemagne, Brésil, Portugal), précédés d'un entretien avec les traducteurs. L'auteur, né en 1943, est un des théoriciens allemands du courant dit de la « critique de la valeur ». A partir d'une réinterprétation des œuvres « tardives » de Marx (notamment, le *Capital*), il exprime une double critique : la première vise le capitalisme – ou plus exactement, le mode de socialisation capitaliste - dans ses contradictions internes ; la seconde concerne les conceptions erronées d'une gauche impuissante, déchirée entre idéologie marxiste traditionnelle et post-modernisme. Il propose des pistes alternatives, pour échapper à la « barbarie » qui risque de suivre la mort (prochaine ?) du capitalisme.

2Disons-le tout de suite, la lecture de cet essai engagé n'est pas des plus immédiates au sein d'un champ académique peu acculturé au vocabulaire de la critique marxiste de l'économie politique. Pour que les réflexions de Robert Kurz portent leurs fruits, il faut accepter de prendre le temps d'assimiler les catégories de « valeur », de « travail abstrait », de « substance de la valeur », de « survaleur », etc. Cette appropriation est facilitée par la diversité des angles sous lesquels l'auteur examine les origines systémiques de la crise, la place du travail dans le capitalisme, le sens que revêt cette catégorie, etc.

3Pourtant, l'analyse proposée par l'auteur présente plusieurs intérêts : produire un schéma d'explication global de l'enchaînement de crises financières et économiques qui se sont succédées depuis plusieurs décennies à travers le monde ; fonder ce modèle d'explication sur une contradiction centrale propre au capitalisme et qui prend naissance dans la sphère du travail ; reformuler en des termes distanciés les principes de l'action politique contemporaine ; et montrer à quelles conditions sociopolitiques des alternatives pourraient être portées dans les sociétés du 21^e siècle.

4Comme l'indique le titre de l'ouvrage, dans la perspective de Robert Kurz, le capitalisme touche à sa fin. Il s'agit d'une autodestruction : sa dynamique même l'ayant conduit, à partir de la fin des années 1970, à entrer dans une phase critique, le capitalisme dévore sa propre substance, à la manière d'une maladie auto-immune. Si nous en sommes là, explique l'auteur, c'est du fait de la conjonction de plusieurs facteurs constituant les différentes facettes d'une même réalité. La « troisième révolution industrielle », fondée sur l'essor de la microélectronique, a permis un tel niveau de productivité qu'il est dorénavant « devenu impossible de créer l'espace nécessaire à une accumulation réelle ». Plus exactement, aux contradictions « classiques » de la circulation du capital (écart croissant entre les actes d'achat et la production de marchandises), la période récente a ajouté l'accentuation de la contradiction entre une productivité rendant superflue de plus en plus de « force de travail » et les conditions de valorisation du capital. Jusqu'ici, seuls l'endettement (public et privé) et les bulles financières ont prolongé le développement économique. Ce développement est cependant de plus en plus illusoire, car déconnecté des possibilités-mêmes de création de « survaleur » (profit) : le système détruit plus de travail qu'il n'en crée. Les mesures récentes de « sortie de crise » ne résolvent rien : la crise des crédits d'Etat, à l'échelle mondiale, ne faisant en effet que remplacer (ou s'ajouter à) la crise financière.

5La critique ne doit donc pas porter sur la face visible, empirique, immédiate de l'actuelle crise mondiale – les dérives du capital financier –, mais sur les mécanismes essentiels du capitalisme et tout particulièrement sur la manière dont le système, par sa nature-même, s'empare du travail, lui fait subir une perte radicale de contenu.

6Le capitalisme peut, en effet, être caractérisé comme le type de société dont le moteur consiste à rechercher en permanence l'accroissement de la productivité du travail humain. Or, « une productivité qui s'accroît signifie que moins d'énergie humaine engendre plus de produits matériels. C'est pourquoi, la productivité n'accroît jamais la valeur, mais la diminue toujours » (p. 14). C'est que le raisonnement ne doit pas être effectué au niveau de telle ou telle entreprise, mais de l'ensemble de l'économie, en tenant compte des effets globaux de la concurrence. Dans cette perspective, « le même processus qui réduit sans cesse la part relative de la force de travail (la seule à produire de la valeur) dans le capital total réduit aussi sa valeur » (p. 16). A partir d'un certain seuil, atteint précisément avec la « troisième révolution industrielle » (la microélectronique), l'accroissement de la productivité est telle que « le volume de main-d'œuvre utilisable de façon productive baisse tellement que la quantité absolue de survaleur [de plus-value] s'effondre » (p. 92). Dit autrement, la cause profonde, durable, de la crise mondiale, réside, non pas tant dans l'avidité des banquiers et des traders, que dans « le nouveau standard de productivité irréversible ». Depuis le début des années 1980, en effet, « les nouvelles possibilités de rationalisation ont éliminé la main d'œuvre du procès de production comme jamais. D'où un chômage de masse global et un sous-emploi croissant de cycle en cycle » (p. 95).

7Certes, en apparence, dans la plupart des pays développés et émergents, le chômage de masse est longtemps resté contenu. Mais il s'agit d'une autre illusion : pour une part importante, la limitation du chômage résulte de l'accroissement de secteurs d'emplois « non productifs » - dans une perspective capitaliste – dont le financement repose, dans une large mesure, sur le gonflement démesuré du crédit, ce « capital fictif ». L'auteur recense trois types de secteurs correspondant à ces emplois. Il s'agit : a) de l'industrie financière ; b) des services à la personne, de l'industrie publicitaire, de l'industrie de l'information et des médias, celle du sport et de la culture ; c) et enfin « d'une aristocratie ouvrière dans les industries d'exportation » (p. 97). Pour Robert Kurz, la crise condamne la plupart de ces emplois, fondés sur des bulles financières, à disparaître.

8Pour bien saisir la portée de ces thèses, il faut s'arrêter sur la signification de la catégorie de « travail abstrait ». Robert Kurz précise que le travail abstrait est un terme critique, conçu de façon purement négative en tant qu'« abstraction réelle de la production concrète de biens. A travers le procès de production et de circulation du capital, l'activité productrice (...) est réduite à la consommation abstraite d'énergie humaine (...), dans une totale indifférence vis-à-vis du contenu concret en vue de quoi cette dépense est faite » (p. 91). C'est bien ce « travail abstrait » qui constitue la « substance du capital » et qui est, du fait de la concurrence, l'objet d'un effort incessant de rationalisation, ce qui conduit à en réduire toujours l'importance (volume d'emplois, temps de travail rémunéré, niveau de salaires, etc.).

9Une autre originalité de la pensée de R. Kurz est de souligner que, ni le néo-libéralisme concret, en application depuis le début des années 1980, ni les mesures récentes « pour sortir de la crise » (toujours plus de réformes), mises en œuvre dans de nombreux pays ne s'opposent fondamentalement au keynésianisme. Certes, les budgets sociaux sont réduits de façon plus ou moins drastique (« casse sociale ») et les politiques publiques redistribuent dorénavant la richesse collective à l'envers (des plus modestes vers les plus fortunés). Mais précisément, cela confirme que l'action de l'Etat n'a jamais cessé de soutenir la « croissance », c'est-à-dire « la production de survaleur » : « le néolibéralisme était plus keynésien qu'il ne voulait le faire croire » (p. 58).

10En effet, d'une part, on doit compter sur l'important « keynésianisme de l'armement, qui a mené les flux du capital-argent global excédentaire vers le « refuge Etats-Unis » (p. 59) et favorisé une « économie de guerre permanente » poussant inexorablement à « l'armement du reste du monde » (p. 42). D'autre part, il faut compter sur « les orgies de dérégulation et de privatisation » qui ont ouvert la voie à « l'inflation d'actifs » de « l'économie de bulles financières » (p. 59). Cela a d'abord été vrai des Etats-Unis, dont l'endettement est colossal. Puis, « un circuit global de déficit s'est enclenché et devenu visible dans les années 1990 » avant d'atteindre l'actuelle « surchauffe » (p. 45). Quant aux nouveaux investissements réels, ils « sont devenus non rentables, ce qui se voit clairement dans les surcapacités globales de production (notamment dans l'industrie automobile) et les batailles d'OPA spéculatives » (p. 37). Pour toutes ces raisons, R. Kurz voit dans les politiques économiques qualifiées de néolibérales une forme particulière de déficit public basé « sur une inflation d'actifs liée au capital financier au niveau global » (p. 66).

11On chercherait en vain chez Robert Kurz la croyance en l'existence d'une sorte de peuple élu grâce auquel le grand soir pourrait advenir. « Il n'existe dans le capitalisme aucun groupe social investi d'une quelconque prédestination ontologique transcendante. Tous les groupes sociaux sont préformés par la valeur et donc constitués de façon capitaliste » (p. 18). Le « Sujet » d'une éventuelle « sortie » du capitalisme, les porteurs d'une alternative à cette société, ne sont pas donnés d'avance, mais devront se construire en avançant, « sans filet ni garde-fou » (p. 19).

12L'auteur critique ainsi une partie de la gauche marxiste qui, non seulement manque sa cible – l'adversaire n'est pas plus le néo-libéralisme que le capitalisme d'Etat ou le keynésianisme –, mais pense pouvoir s'appuyer sur les organisations syndicales pour réactualiser « la configuration fordiste du travail abstrait ». Comment en effet espérer la moindre action émancipatrice de syndicats « habitués, non pas à fonder leurs revendications sur les besoins de leurs membres, mais à présenter ces besoins comme des contributions à la meilleure marche du système » (p. 19) ?

13R. Kurtz disqualifie tout autant « l'anti-industrialisme », « la critique de la croissance », « l'économie solidaire », l'association de « petites structures coopératives » : tous ces projets sont « parfaitement insignifiants » dans la perspective d'une remise en cause totale de ce qui est à la source du développement capitaliste, de sa dynamique, de cette propension à vouloir en permanence tout bouleverser. Le post-modernisme, avec le nivellement qu'il propose, sa foi dans « les multitudes » ne présente pas plus d'espoir. La « vraie tâche » de la théorie et de l'action politique est de remettre en cause « un développement incontrôlé basé sur le critère universellement abstrait de la « rationalité de l'économie d'entreprise » » (p. 23) et qui menace de conduire à une « fuite en avant irrationnelle dans la guerre mondiale » (p. 52). L'auteur voit dans cette issue probable l'une des faces contemporaines de la barbarie – une autre étant le « terrorisme postmoderne néo-religieux ».

14Finalement, on ne peut que souhaiter rapprocher les thèses du « courant critique de la valeur » et les recherches en sciences sociales sur « le travail », ce travail tel qu'on peut empiriquement l'analyser, dans le capitalisme - moribond ? - d'extension planétaire. Dans ce sens, à défaut de réaliser ici ce rapprochement, notons quelques points qui pourraient animer un dialogue constructif entre des univers de pensée qui s'ignorent.

15D'une part, l'auteur considère que ce qui cause *la mort du capitalisme* réside dans une innovation (ou un ensemble d'innovations) technologiques qui a permis d'accélérer le processus de rationalisation de la production au point de rendre superflue une part trop grande de la main d'œuvre. En réalité, d'autres dimensions du processus de rationalisation doivent être prises en compte, notamment tout ce qui tient aux dispositifs de gestion et aux techniques d'implication des subjectivités, grâce à l'instrumentalisation de certains apports, même critiques, des sciences sociales.

16D'autre part, il existe actuellement suffisamment de travaux empiriques pour nuancer l'affirmation selon laquelle la concurrence est systématiquement à l'œuvre dans les sociétés contemporaines, fussent-elles mondialisées : la présence d'oligopoles, voire parfois de duopoles ou de monopoles est-elle synonyme de compétition ou ne conduit-elle pas à des formes sophistiquées de « solidarités » entre multinationales ?

17Plus généralement, comme dans tous les grands modèles d'explication, l'auteur donne du monde social une impression de mécanisme automatique, sur lequel personne n'aurait prise, ce qui entre en contradiction avec l'appel récurrent de l'auteur à un sursaut des consciences.

[Haut de page](#)

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Luc Metzger, « Robert Kurz, *Vies et mort du capitalisme* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2012, mis en ligne le 02 janvier 2012, consulté le 06 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/7102>